



Lundi 16 janvier 2023

## Faisons battre en retraite le gouvernement et le Medef !

Le gouvernement répète « on vit plus longtemps, donc on doit travailler plus longtemps ». Mais c'est quand on travaille moins longtemps qu'on vit plus longtemps ! La durée de vie en bonne santé n'est pas la même quand on travaille dur que quand on est ministre ou PDG. Et bien souvent les patrons licencient déjà avant le seuil actuel de 62 ans, condamnant les seniors à des boulots précaires sous-payés, des allocations chômage ou des pensions de retraite insuffisantes pour vivre dignement. Leur projet est simple : nous faire bosser à mort ou finir dans la misère !

Face à cette offensive, il faut une riposte générale de l'ensemble des salariés et des jeunes à qui on n'offre que cet avenir.

### *Bosser plus longtemps pour le patronat : c'est non*

C'est Macron qui nous condamne à deux ans ferme : deux ans de plus à la chaîne, dans les ateliers, dans les bureaux, les services hospitaliers et dans les transports tous les matins... Mais cette réforme est taillée sur mesure pour le grand patronat. Comme celle de l'assurance chômage qui a réduit la durée d'indemnisation.

D'un côté, sabrer les budgets sociaux de l'État sert à alimenter les subventions massives aux grandes entreprises. De l'autre, ces réformes vont précariser les salariés : jeter les jeunes et les vieux au chômage en leur coupant les vivres, c'est maintenir les salaires sous pression alors que l'inflation continue et que les grèves pour des augmentations se multiplient en ce moment. Car le report de l'âge de départ à 64 ans poussera une partie des salariés âgés à s'user la santé au travail pendant que des jeunes cherchent du boulot.

D'autres seniors devront rester au chômage pendant des années avant de pouvoir prendre leur retraite, ou subir une décote qui amputera leur pension. Notamment les femmes, souvent lésées par des carrières partielles.

L'ensemble des salariés est contre cette réforme. Les ministres cherchent à la justifier en parlant de déficit des caisses de retraite. Mais si on cherche de l'argent pour financer les retraites, il suffit d'augmenter les salaires... ou d'aller prendre dans les 80 milliards d'euros de profits donnés aux actionnaires des entreprises du CAC 40 l'année dernière !

Qui veut bosser 43 ans et jusqu'à 64 ans minimum, alors que l'espérance de vie moyenne en bonne santé est à 65 ans ? Personne !

### *Tous ensemble pour les faire reculer !*

Macron et le Medef nous ont déclaré la guerre. Ils veulent prendre leur revanche après avoir échoué à faire passer

leur précédente réforme sur la retraite à points. À nous de les faire battre en retraite, comme à l'hiver 2019.

*C'est quand qu'on arrête ?*



Salaires gelés, conditions de travail qui se dégradent, retraite à 64 ans : tous les salariés subissent l'offensive du patronat et du gouvernement à son service. Face à elle, il faut utiliser nos armes de travailleurs : les manifestations et les grèves, organisées à la base sur nos lieux de travail. Salariés syndiqués ou non syndiqués, de tous les secteurs, organisons-nous avec des assemblées générales de grévistes, des piquets de grève, en élisant des comités de grève et tissant des liens avec

d'autres pour construire des coordinations de travailleuses et de travailleurs en lutte. Pour décider nous-mêmes de nos revendications et de notre mouvement. Pour que la grève appartienne aux grévistes !

Les directions syndicales appellent à la grève interprofessionnelle le jeudi 19 janvier. Mieux vaut tard que jamais... Il faudra être massivement en grève et en manifestation ce jour-là. Nous appelons également à la manifestation nationale du samedi 21 janvier pour le retrait du projet. Manifestation initiée par les organisations de jeunesse dont le NPA-jeunes et soutenue par plusieurs organisations politiques. Ce n'est qu'un début, car ce ne sont pas une journée de grève et une journée de manifestation qui feront reculer le patronat et son gouvernement. Ni seulement quelques journées éparses. Dès maintenant, il faut discuter des suites de la mobilisation, et notamment de la nécessité de construire une grève qui se généralise à tous les secteurs du public et du privé.

**Le combat s'engage, et il va falloir compter sur nos propres forces pour gagner. Le gouvernement est déterminé ? Nous aussi !**

## **Pour nos salaires, nos retraites et nos conditions de travail : un mouvement d'ensemble !**

Nous ne manquons pas de raisons de nous mobiliser ! Bien au contraire... Cela fait des mois qu'il y a des grèves dans le secteur du transport et ailleurs, c'est le moment d'y aller tous ensemble, seule manière d'imposer un rapport de force qui nous permette de gagner ! Et c'est possible ! De l'argent il y en a pour financer les retraites et les salaires, il faudra aller le chercher dans les poches du patronat : les actionnaires du CAC 40 ont empoché plus de 80 milliards d'euros l'an passé. C'est avec nos armes, la grève et la mobilisation, qu'on les fera reculer. Face à l'ampleur de l'attaque, il faudra plus que quelques journées isolées ou des 59 minutes ici ou là...

Pour contrer cette attaque du gouvernement et du patronat, retrouvons-nous dès jeudi matin sur des piquets de grève et en assemblée générale pour décider et organiser ensemble la suite de la bagarre !

### **Une attaque ciblée : contre les travailleurs !**

Élisabeth Borne l'a annoncé : la réforme des retraites, c'est aussi le passage au régime général pour les nouveaux embauchés à la RATP à partir du 1<sup>er</sup> septembre.

Et tout le monde à la Régie, régime spécial ou pas, subira un recul sur l'âge légal de départ à la retraite et un allongement de la durée de cotisation.

Une façon très directe de nous attaquer, il faudra répondre tous ensemble pour imposer nos conditions !

### **Un accord scélérat**

La direction pense endormir le réseau des bus avec son nouvel accord, défendu par l'UNSA et FO qui le présentent comme une grande victoire. Mais il faudrait accepter des conditions encore plus difficile pour 80 euros par mois ? Qui ne seront même pas accordés aux nouveaux embauchés ?

Un accord « perdant-perdant » pour les travailleurs concernés dont le seul objectif est de désorienter et désarmer un secteur combattif à la veille de la bataille des retraites. Mais cela pourrait bien se retourner contre ces grands stratèges...

### **Le patronat et ses complices !**

Gouvernement et patronat tentent de remettre sur pieds les « corps intermédiaires » que sont les organisations syndicales pour canaliser et encadrer les mobilisations.

Face au rouleau compresseur patronal, le monde du travail a besoin de lancer toutes ses forces dans ses batailles. Et on ne pourra compter que sur nous même, par-delà les affiliations politiques et syndicales, sans les gommer évidemment. Mais la démocratie ouvrière est un élément décisif pour rassembler tous les grévistes, cela passera par des assemblées générales de grévistes, des

comités de grèves et pour unifier le mouvement au niveau national, garantir aux grévistes qu'ils en gardent le contrôle et l'arracher aux appareils syndicaux, des coordinations de travailleurs en lutte !

### **Le bal des dirigeants**

Vendredi les patrons de la SNCF, Keolis, Transdev et de la RATP étaient réunis auprès de Valérie Pécresse. Au programme : la dégradation des transports en Île-de-France. Résultat : Jean Castex présente ses excuses aux usagers « *Je veux dire aux millions d'usagers mes regrets, mes excuses de cette situation et surtout ma profonde volonté d'améliorer les choses* ». Mais les améliorations, il les a promises pour les métros en avril et n'a pas donné de date pour les bus... On savait à quoi s'attendre !

### **Pas de régulation de la colère**

Samedi 7 janvier les régulateurs étaient en grève pour dénoncer les conditions de travail qui s'aggravent à cause du manque d'effectif et de l'augmentation des lignes à gérer. Ils revendiquent des augmentations de salaire. Ce sont les mêmes problèmes et les mêmes revendications partout, une raison de plus pour s'y mettre tous ensemble !

### **Keolis Porte des Alpes et Grindler : une victoire qui en appelle d'autres !**

Les travailleurs de Keolis Porte des Alpes et de Grindler en Isère ont arrêté leur grève jeudi dernier, à l'issue des négociations entre la direction et une délégation du comité de grève et, surtout, des discussions en assemblée générale.

Ils ont obtenu une augmentation du salaire net de 100 euros par mois, une amélioration de la prime repas, l'étalement des jours de grève sur 3 mois et l'engagement de la direction à n'entamer aucune poursuite contre eux. Pour aller plus loin, ce n'est pas un mouvement circonscrit à une entreprise ou deux qu'il faut, mais un mouvement d'ensemble de la profession. Les grévistes en sont bien conscients.

Mais ce que les grévistes ont réellement gagné, et ce qui ne fera l'objet d'aucun paragraphe dans le protocole de fin de conflit, ce sont des liens solides entre eux et un haut niveau d'organisation. Tous les jours, la quasi-totalité des grévistes se retrouvait sur des piquets combattifs où des assemblées générales permettaient à tous de s'exprimer, parfois en n'étant pas d'accord, mais toujours en restant unis dans le combat. Le comité de grève, véritable direction de la grève élue par les AG, composé de syndiqués (dont les délégués syndicaux) et de non-syndiqués, se prépare d'ores et déjà pour la bagarre contre la réforme des retraites. Bravo à eux !

*En tout cas, avec son alignement par le bas, tous les secteurs sont touchés. Donc il risque bien d'arriver ce qu'il craint le plus : une lutte commune de tous les secteurs : public, privé, jeunes, retraités, chômeurs - ça pourrait bien remettre en cause bien plus que cette réforme !*

*Alors go ! On va mettre le zbeul !*

